

La Commune

ASSOCIATION DES AMIES ET AMIS DE LA COMMUNE DE PARIS (1871) · 2020 TRIMESTRE 4



NUMÉRO

84

Une République sociale et universelle

Depuis la Révolution française, la République s'est installée périodiquement, une république bourgeoise favorable aux riches, aux propriétaires et aux notables. Ainsi, en juin 1848, ce sont des républicains qui écrasent l'émeute ouvrière dans le sang et ouvrent la voie à la prise de pouvoir par Louis-Napoléon Bonaparte.

Le 4 septembre 1870, la proclamation de la République est accueillie avec enthousiasme. Mais, si le peuple est républicain, tous les républicains n'ont pas la même conception de la République. Face à la république des possédants, le peuple parisien revendique une République démocratique et sociale.

Le 18 mars, la volonté du gouvernement de Thiers de désarmer la Garde nationale — le peuple en armes — déclenche l'insurrection du printemps 1871. Face au coup de force gouvernemental, les Parisiens, qui n'en peuvent plus de vivre dans la misère et l'humiliation, laissent libre cours à leur colère. Après l'élection du 28 mars, la Commune de Paris s'engage dans la voie d'une République sociale et universelle. Elle prend des mesures sociales favorables aux classes populaires, promeut l'égalité entre les femmes et les hommes, accorde la citoyenneté aux étrangers.

L'insurrection populaire provoque la frayeur de la classe dominante. Et la Commune va payer très cher son audace dans un véritable bain de sang. Après la Semaine sanglante, la répression versaillaise durera plusieurs années. Il fallait éradiquer la mémoire de la Commune et des communards.

Après dix ans d'exil pour les uns, le bagne ou la prison pour les autres, malgré un retour très difficile, sans travail souvent, les communards ont repris la lutte pour que renaisse le mouvement ouvrier et que puisse s'enraciner la République. Mais il faudra du temps pour qu'elle soit plus démocratique, laïque, qu'elle s'ouvre au droit du travail. Les luttes sociales de 1936, de la Libération, ont prolongé l'esprit de la Commune.

Aujourd'hui, si la République est toujours là, elle est de moins en moins sociale et de moins en moins soucieuse d'égalité. La démocratie est fragilisée par nos gouvernants, les pouvoirs se concentrent dangereusement, les citoyens et les citoyennes se détournent du vote, tandis que l'extrême droite avance ses pions.

Si nous voulons que vive la République et qu'elle soit au service du plus grand nombre, l'exemple de la Commune doit nous inspirer. Elle a su, dans les conditions de son époque, prendre des mesures pour le peuple. C'est en retrouvant l'esprit de la Commune que nous parviendrons à mettre en œuvre tous les moyens pour que vive la République sociale.

FRANÇOISE BAZIRE

EN COUVERTURE

Steinlen, *Manifestation populaire*,
v. 1903. Musée de Tourcoing
Voir l'article de J. Sutton
en page 29



La commission régionale du patrimoine et de l'architecture d'Île-de-France vient de voter l'inscription du Sacré-Cœur de Montmartre aux monuments historiques, avec le soutien de Madame Bachelot. Alors que nous sommes à quelques mois du 150^e anniversaire de la Commune, cette décision apparaît comme une véritable provocation.

Dans l'esprit de ses promoteurs, la basilique dite du « Vœu national », avait pour objectif avéré d'expier la « déchéance morale » provoquée par les révolutions égrenées depuis 1789. Après les massacres de la Semaine sanglante, en 1871, sa construction fut soutenue par la majorité monarchiste et catholique de l'Assemblée qui y voyait un édifice de la revanche et non de la réconciliation. Le Sacré-Cœur est donc tout à la fois le signe tangible de « l'ordre moral », le symbole par excellence de « l'anti-Commune » et une insulte à la République lancée par ceux qui la combattent. Qu'un lieu de culte soit choisi pour ce déni démocratique n'est digne ni de la République, ni d'une part non négligeable du monde chrétien, qui aujourd'hui se reconnaît dans les valeurs humanistes de la Commune.

**NON À L'INSCRIPTION
DU SACRÉ-CŒUR
AUX MONUMENTS
HISTORIQUES !** 

Le 29 novembre 2016, l'Assemblée nationale a voté une résolution réhabilitant les communardes et communards condamnés et demandant que des efforts soient consentis pour faire connaître les réalisations et les valeurs de la Commune. Fin 2020, la réponse est donnée : ce sont les massacreurs que l'on veut mettre en valeur ; c'est toujours l'anti-Commune que l'on entend commémorer. Dans ces temps de trouble de la conscience républicaine et démocratique, cette décision fait peur.

Que tous les héritiers de la Commune, sans exception aucune, que les républicains se retrouvent donc dans son refus le plus total.

Les Amies et Amis de la Commune de Paris 1871

Signez la pétition en ligne sur notre site



L'ANNÉE 1870

Nous terminons cette série qui nous aura conduits de 1861 à 1870, vers la Commune. Combien de fils multiples se sont ainsi entrecroisés pour arriver à tisser le drapeau rouge qui allait flotter 72 jours sur Paris !

AVRIL 1870 - SCANDALE AU FRANÇAIS !

En ce mois d'avril 1870, on joue *Dalila* au Théâtre Français, l'œuvre du dramaturge conservateur, Octave Feuillet. Au quatrième acte, lorsqu'un acteur s'écrie « *Toute femme qui n'est pas à Dieu est à Vénus !* », quelques jeunes, étudiants et leurs amies, sifflent. La bagarre éclate avec la claque. Tohu-bohu, quelques coups de poings ! Les temps commencent à changer. Ainsi comme un signe, au même moment, au Théâtre de Cluny on reprend la pièce en un acte d'un jeune auteur à succès, Alfred Touroude, *Le Droit des femmes*.

Deux groupements se sont créés pour ce droit. L'un est plus bourgeois, l'association pour le droit des femmes. Il publie une revue, *Le Droit des femmes*, où l'on peut lire dans le numéro du 12 mars un article de Julie-Victoire Daubié, la première femme bachelière : « *Une langue à refaire* ». Les concours des Beaux-Arts sont ouverts aux « *artistes français* » note-t-elle, « *mais un peu de réflexion nous permet de nous demander si nous, les femmes, sommes réellement des « Français » et des « personnes* ». La langue doit changer, c'est une base de la future égalité.

L'autre groupement est la société pour la revendication du droit des femmes. On y trouve André Léo, Noémie Reclus, Mlle David, Maria Verdure et bien d'autres. Plus consciente de la question sociale, elle œuvre surtout pour l'éducation des filles et tente de créer une école démocratique préparatoire à une école professionnelle de jeunes filles. Le 22 mai 1870, *le Rappel* annonce l'ouverture des candidatures au recrutement de sa directrice.

Mais ça bout aussi dans *La Marmite*, la coopérative de consommation, rue Larrey, où Nathalie Lemel, l'ouvrière relieuse, une fondatrice du syndicalisme des ouvrières, assure le secrétariat général.

Et ça va chauffer encore davantage, quand après le 4 septembre, le siège de Paris commence ; 300 femmes manifestent le 30 septembre devant l'Hôtel de Ville. Leurs déléguées, Louise Michel, Jeanne Alembert, Blanche Lefèvre, Céline Fanfernaut, remettent ce texte : « *Citoyens, nous venons réclamer d'aller sur les remparts pour relever les blessés et s'il se trouve des lâches ramasser leurs fusils et être soldats à leur place pour vivre libres ou mourir. Vive la République !* »

Le ton est donné ; ces femmes seront à la Commune.

12 JUILLET 1870, PFASTATT, PRÈS DE MULHOUSE

« *Le moyen qu'on leur offre pour échapper aux étreintes de la misère ne leur paraît donc aucunement acceptable.* »

C'est la conclusion que les ouvriers en grève depuis deux jours de l'usine de textile et blanchiment Haefely donnent dans la lettre qu'ils envoient au Préfet du Haut-Rhin. Leur salaire n'atteint pas deux francs par jour pour 11 heures de travail. À leur demande de hausse des

grève est mis en place. C'est que, depuis quelques mois, l'Internationale s'est organisée. Eugène Weiss, imprimeur au rouleau chez Koechlin, en est l'initiateur. Le 6 mars, il avait écrit une lettre à Varlin présentant son plan de « *campagne contre l'injustice et le capital.* » La



Cité ouvrière de Mulhouse vers 1855

salaires, le patron a répondu en leur proposant de faire des heures supplémentaires ! Et de son château, ce patron et maire de Pfastatt demande au Préfet des militaires qu'il obtient.

Mais les ouvriers de Pfastatt ne sont pas seuls. C'est tout le bassin textile et métallurgique de Mulhouse qui s'est embrasé. Une grève bien méconnue ! Des milliers de grévistes manifestent : ils appellent ceci des « promenades ». Elles sont solidement organisées, bien encadrées, drapeaux tricolores et drapeaux rouges s'y entremêlent. Un comité central de

section avait organisé le 24 février un banquet commémoratif républicain et ouvert une souscription pour « nos frères du Creusot ».

Or Mulhouse paraissait un lieu où la lutte des classes semblait absente. Dans sa *Question du logement*, Engels avait écrit : « *Cette cité ouvrière de Mulhouse est le grand cheval de parade de la bourgeoisie du continent.* » Un patronat paternaliste y faisait construire des petites maisons individuelles destinées, en très chère location-vente, aux ouvriers. Au risque de tout perdre, l'ouvrier ne pouvait pas

déménager ou avoir un quelconque retard de paiement. Le voici attaché à l'usine à vie !

Mais l'exploitation a ses limites. L'explosion a eu lieu. Les ouvriers arrachent une augmentation, modeste, de 10% des salaires. Pas de quoi sortir de la misère, mais une victoire tout de même. Le procureur impérial conclut ainsi son rapport après la grève : elle est le résultat d'une transformation latente qui s'est opérée dans l'esprit des ouvriers. Jusqu'ici le fabricant exerçait sur l'ouvrier un patronage. *« Aujourd'hui la rupture est consommée. Il y a deux classes en présence. »*

22 SEPTEMBRE, RIVIÈRE-PILOTE, MARTINIQUE

Ce 22 septembre, le maire de cette petite ville des Antilles proclame la République devant ses concitoyens. Mais la manifestation tourne à l'émeute contre les békés, les riches propriétaires blancs. Depuis la suppression de l'esclavage, exploitation et humiliations racistes sont restées la règle dans la colonie. Quelques jours avant le 22 septembre un jeune Noir, Léopold Lubin, avait été condamné à cinq ans de bagne pour s'être vengé d'un béké qui l'avait cravaché car il avait refusé de lui céder le passage... Le sentiment d'injustice explose. L'insurrection s'étend à quinze communes du sud de la Martinique. Elle est vive. Des habitations des riches planteurs sont incendiées. L'un d'entre eux, qui avait condamné Lubin, est exécuté. On réclame partage des terres ou augmentation des salaires. Quelques-uns parlent de République martiniquaise. La révolte sera réprimée violemment après cinq jours. C'est la chasse à l'homme. On ne connaît pas le nombre de morts. Puis 500 « émeutiers » vont passer devant un conseil de guerre. Huit seront exécutés.

Parmi les insurgés, l'instituteur mulâtre Auguste Villard qui avait organisé un club répu-

blicain à Rivière-Pilote, le quimboiseur (guérisseur) Eugène Lacaille, le boucher Louis Telga qui commanda la petite armée des insurgés, et celle qui allait devenir la figure de proue du mouvement, Lumina Sophie, 20 ans, jeune couturière et journalière sur les domaines voisins. Elle avait vu les maîtres qui refusaient de serrer la main aux anciens esclaves et qui se moquaient de leur incapacité à parler français. Elle sera la flamme, la lumière de l'insurrection. Des témoins l'accusent d'avoir dit lors de l'insurrection :

« Le Bon Dieu aurait une case sur la terre que je la brûlerais car Dieu n'est sûrement qu'un vieux béké. »

Condamnée aux travaux forcés à perpétuité, envoyée au bagne de Saint-Laurent-du-Maroni, en Guyane, elle y meurt des mauvais traitements. Elle avait à peine trente ans. Auguste Villard, lui, fut déporté en Nouvelle-Calédonie, il y rejoint Sylvestre Marius, un Martiniquais, sergent au 105^e bataillon de la Garde nationale. Le rêve de l'égalité est universel.

■ JEAN-LOUIS ROBERT



Lumina Sophie, 1848-1879



PIERRE-PHILIPPE LEBEAU DÉPORTÉ BERRICHON DE LA LIBERTÉ

Parmi les milliers de natives et natifs provinciaux engagés dans la Commune de Paris, il s'en trouve quelques-uns et quelques-unes aux destins atypiques. En évoquant celui du Castelroussin indrien Pierre-Philippe Lebeau, seul déporté à avoir réussi son évasion, nous voulons témoigner pour ces « anonymes », femmes et hommes, qui ont fait l'histoire en 1871 et qui méritent la même reconnaissance que les têtes pensantes de la Commune.

Pierre-Philippe Lebeau naît le 18 décembre 1843, rue de Cluis à Châteauroux ; c'est le fils de Pierre Lebeau, maçon, âgé de 28 ans, et de Jeanne Thaïse Philippine Gagnon, âgée de 26 ans.

Ses parents se marient en janvier 1843 à Châteauroux. Il est l'aîné de 10 enfants : Florent (1844), Louis (1846, marié en 1871 à Paris, cordonnier), Léon (1848-1849), Léontine (1850, mariée en 1876 à Paris, couturière), François (1852-1899, Paris, menuisier), Philippe (1853-1854), Marie-Thaïse (1853-1949, Villejuif, couturière), Alphonse (1858, marié en 1884 à Paris, maçon) et Henry (1859).

Il grandit dans une famille honorable. Son père s'engage aux chemins de fer en 1850 et

terminera sa carrière chef d'équipe à la gare de Châteauroux.

Son père décède en décembre 1883, et sa mère en février 1894 à Châteauroux.

ENFANCE DE PIERRE-PHILIPPE

A cette époque, les frais de scolarité sont à la charge des familles. Bien que simple homme d'équipe pour l'entretien des voies de chemin de fer, le père de famille souhaite que ses enfants s'instruisent. Pierre-Philippe sera un élève assidu. Il apprend très vite à lire et écrire et se passionne pour l'histoire et la géographie. Comme tous les enfants de son époque, il participe aux tâches familiales. Il est intrépide et ignore le danger, il va apprendre à nager dans l'Indre. À huit ans, il entre en apprentissage



Extrait du livre *Moi, Pierre-Philippe, évadé...*, de Jean et Marie-Thérèse Pelatan et Odette Tournier, préfacé par Marion Lebeau.

chez un charron. Il aime l'odeur du métal chauffé et est fasciné par les machines. Son intelligence et sa vivacité lui permettent d'apprendre rapidement le métier. Il se voit confier les outils d'ouvrier charron dont il est très fier.

Il reste en contact avec son ancien instituteur qui lui prête des livres et l'initie à la poésie et à l'histoire ancienne. Il prend des cours de français et d'arithmétique. Il continuera toute sa vie à s'instruire.



Pour devenir expérimenté, un apprenti devait changer de maître ; il va donc choisir une branche où il serait plus mobile et indépendant : la serrurerie.

PIERRE-PHILIPPE À PARIS

Il tire le « bon numéro » pour la conscription¹. Il part donc à Paris pour s'installer serrurier à son compte, rue du Grand-Prieuré, où il ne manquera pas de travail.

Il gagne très honnêtement sa vie, ce qui lui permet de se payer un loyer et un local profes-

sionnel. Il envisage de se marier. Il participe à des assemblées et des clubs d'échanges d'intellectuels où il rencontre Jean-Baptiste Clément.

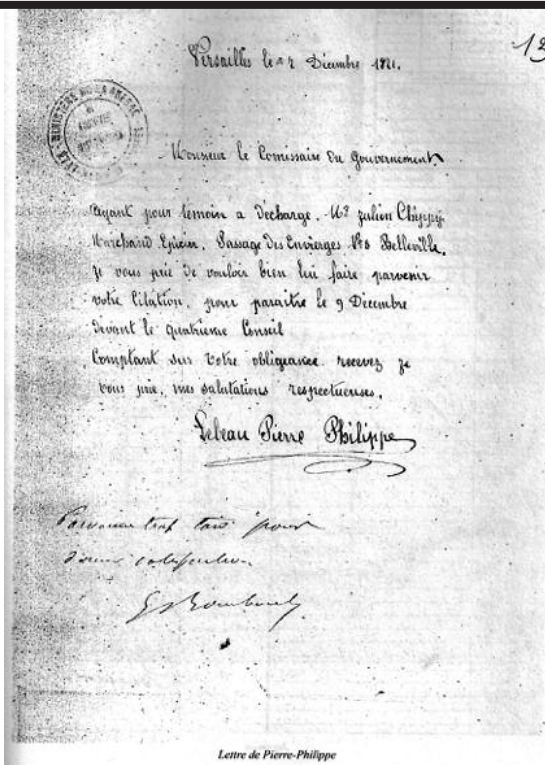
En septembre 1870, jeune patron, honnête, discret et travailleur, tourné vers une amélioration de la condition ouvrière, il espère en une nouvelle République. Avec son frère, très certainement Florent, il s'engage dans les bataillons de leur arrondissement. Pierre-Philippe s'engage au 65^e bataillon du XI^e arrondissement où il vit. Toujours avec son frère, il participe aux rassemblements des gardes nationaux qui ramènent les canons acquis grâce à une souscription. Sa formation de mécanicien lui permet d'entretenir et régler les armes.

En 1871, il va voter le 26 mars, confiant en un avenir meilleur. Il reprend donc ses activités de mécanicien-serrurier. Début avril, il rend les armes et tout son équipement au 65^e bataillon qu'il a été fier de servir ; il est traité de lâche par ses compagnons. Les combats continuent et, le 25 avril, son frère meurt dans un bombardement à Neuilly. Il récupère son corps et le fait inhumer dans son quartier.

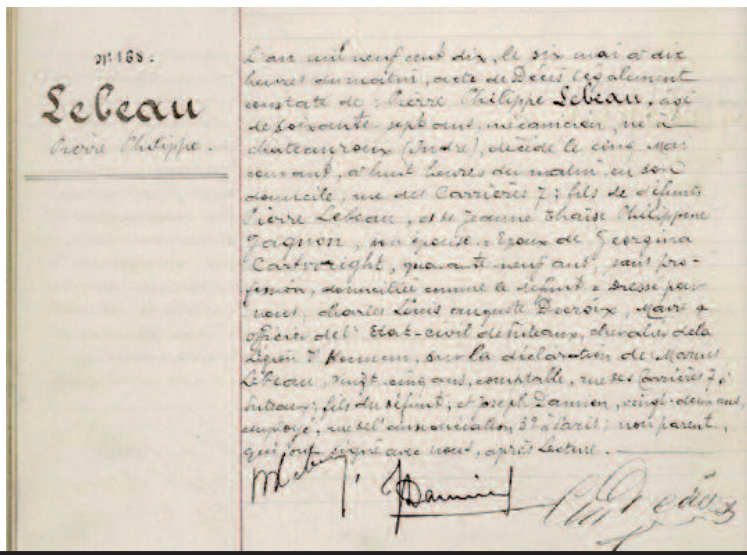
Il se réengage dans le 63^e bataillon sous les ordres du commandant Leroy. Il reprend les armes et les combats début mai ; il est cantonné au château de la Muette. Prévoyant une défaite, il repasse par son appartement et confie à sa propriétaire une cassette avec ses économies de cent soixante francs. Le 25 mai, il est sur la barricade du Château-d'Eau ; le 26, voyant la partie perdue, il retourne à son domicile rue du Grand-Prieuré. À l'angle de sa rue et de la rue d'Angoulême², le pharmacien Simon « le voit tirer avec un grand acharnement ». Le 27 mai, après avoir tiré ses derniers coups de fusil rue de Malte et rue du Théâtre, il abandonne son fusil sur la voie publique et erre dans l'espoir de trouver des camarades.

Il sera arrêté le 21 juin, dans la rue de la

Extrait du livre *Moi, Pierre-Philippe, évadé...*, de Jean et Marie-Thérèse Pelatan et Odette Tournier, préfacé par Marion Lebeau.



Lettre de Pierre-Philippe



Acte de décès de Pierre-Philippe Lebeau
Archives départementales des Hauts-de-Seine, Puteaux, décès 1912

Pierre-Levéé, sur dénonciation du pharmacien Simon et du marchand de vins Tissot, qui l'ont vu tirer des coups de feu rues du Château-d'Eau, de Malte et du Théâtre. Pierre-Philippe reconnaît les faits.

Le 25 juin, le chef de gare de Châteauroux écrit au préfet de l'Indre pour plaider en sa faveur. Le député Balsan affirme que Pierre-Philippe « appartient à une très honnête famille ».

Il est dirigé vers l'Orangerie, à Versailles, le 11 juillet, après un interrogatoire auquel il répondra de façon précise et honnête ; il est ensuite emmené vers la Lanterne. Ses réponses seront interprétées à charge. Au procès, le quincaillier déclare l'avoir vu avec un fusil et surtout vouloir venger la mort de son frère. Sa propriétaire le décrit comme un personnage « sombre » et dit qu'il lui a apporté une cassette avec ses économies (160 frs) à remettre à la personne désignée dans son testament s'il

mourait. Le pharmacien déclare que Pierre-Philippe est venu chercher de la cire pour sceller le cercueil de son frère, « assassiné » par les versaillais. Seul l'épicier aurait été témoin à décharge à l'audience du 9 décembre, mais sa lettre de demande « serait parvenue trop tard pour donner satisfaction ». Le 4^e conseil de guerre le condamne donc à une déportation simple et à la dégradation civique pour « avoir participé à un mouvement insurrectionnel et port d'armes apparentes en étant vêtu d'une uniforme militaire » : on lui reconnaît des « circonstances atténuantes ». L'exécution du jugement commence le 29 janvier 1872. Son recours en grâce du 26 juin sera rejeté.

En juillet, il part donc pour la Rochelle, puis à la citadelle de Saint-Martin-de-Ré pour son départ en Nouvelle-Calédonie. À la visite médicale, en septembre, il est déclaré « bon pour le départ ».

LA DÉPORTATION

Il embarque donc le 10 octobre sur *Le Var*. Il n'a qu'une idée : s'évader. Il va observer et tout mettre en œuvre pour faire remarquer ses compétences en mécanique et serrurerie. L'ouvrier chargé de la chaudière est débarqué au Sénégal, trop malade pour continuer le voyage. Il va donc le remplacer aux chaudières. Le 24 novembre, *Le Var* jette l'ancre sur les côtes brésiliennes à Santa Catarina pour le ravitaillement. Le 2^e jour, il profite de la tombée de la nuit. Avec deux autres prisonniers, il descend le long de la chaîne d'ancre et nage jusqu'à la côte. Ses deux compagnons seront repris. Le 10 janvier 1873, il est déclaré « présumé noyé » aux autorités françaises. Pierre-Philippe Lebeau est le seul communard déporté ayant réussi son évasion.

SON PÉRIPLÉ BRÉSILIEN

Il remonte une rivière et trouve une tribu indienne, les Tupinamba. Il fait comprendre qu'il est naufragé et qu'il a des compétences de forgeron qui pourraient leur servir pour les armes et les ustensiles de cuisine. Adopté, il participe à la vie quotidienne de la tribu en échange d'une case. Il apprend la langue, les coutumes et les croyances du groupe, fera l'école aux enfants. Toujours menacés d'expulsion, les Tupinamba, se déplacent. Pierre-Philippe les accompagne vers le nord-est.

Au bout de cinq ans, il se dirige vers les grandes villes côtières avec le projet de rejoindre l'Angleterre qui accueillait les communards. Il embarque pour Southampton où on perd sa trace pendant cinq ans.

RETOUR EN EUROPE

En 1883, il reprend son métier de serrurier-mécanicien à Tunstall. Il est invité chez une riche propriétaire pour réparer une grille. Il

déjeune à la cuisine et rencontre la domestique Georgina Cartwright, qu'il épouse en septembre à Birmingham. Entre 1884 et 1895, naîtront six enfants. Marius Alexandre, son fils aîné (père de Marion), fera sa carrière en France, de même que sa sœur Idalie. Les autres repartiront.

Pour se libérer de son passé, il écrit sur des feuillets qu'il jette à la mer en arrivant en France en 1900. Le couple s'installe à Brest, où les enfants sont inscrits à l'école puis, la même année, déménage rue des Carrières à Puteaux, où il ouvre un atelier.

Georgina ne s'habitua jamais à la France. Exilée à Pont-de-Rouen en 1941, elle va vivre et raconter ses souvenirs à sa petite-fille Marion. Elle s'éteindra en 1948 en Angleterre.

Pierre-Philippe Lebeau était décédé le 6 mai 1910 à Puteaux, où il est inhumé.

■ LUCETTE LEGOINTE

(1) Cette expression renvoie à l'époque où le tirage au sort était utilisé pour sélectionner les conscrits qui étaient enrôlés dans l'armée. Ceux qui « tiraient le bon numéro » étaient exemptés de service militaire. (2) Aujourd'hui rue Jean-Pierre Timbaud, dans le XI^e arrondissement.

Sources :

Jean et Marie-Thérèse Pélatan et Odette Tournier, *Moi, Pierre-Philippe, évadé...*, préface de Marion Lebeau.

Archives départementales de l'Indre, 3 E 044/106. Naissances, mariages, décès, 1843, greffe de Châteauroux.

Archives départementales des Hauts-de-Seine, ville de Puteaux, décès 1910. En ligne : E_NUM_PUT_D1910.

Jean-Claude Farcy, « La répression judiciaire de la Commune de Paris : des pontons à l'amnistie (1871-1880) », en ligne : *communards-1871.fr*

Dictionnaire Maitron : maitron.fr/spip.php?article63590

L'association des Amies et Amis de la Commune de Paris 1871 a mis en place des commissions, comme l'avait fait en son temps la Commune de 1871, pour permettre au plus grand nombre possible d'adhérent.e.s de participer à ses activités.



COMMISSION LITTÉRAIRE

Elle a pour but de mieux faire connaître la Commune à travers livres, brochures, chansons, films et pièces de théâtre. Voici nos principales activités :

- **La rédaction de brochures sur la Commune.**

Ces brochures « d'éducation populaire » traitent d'un sujet précis (la démocratie, l'école, la culture, l'œuvre sociale...), ou d'un personnage. La rédaction est effectuée par un collectif, puis la brochure est relue en commission.

Actuellement nous terminons, avec la Commission culture, celle consacrée aux artistes communards.

Nous avons aussi fait deux volumes de documents sur la Commune (affiches, gravures, peintures...) ainsi que différents objets tels que marque-page, cartes, sacs, magnets, calendriers...

- **La demande d'un service de presse** pour toute nouvelle parution concernant la Commune ;

ce livre est distribué à un membre de la commission littérature qui rédige une note de lecture publiée dans le bulletin. Le livre va ensuite enrichir notre bibliothèque.

- **L'élaboration de la liste d'ouvrages** sur la Commune proposés aux adhérents, en fonction de l'intérêt de l'ouvrage et de sa qualité historique.

- **La commande et la vente** de ces livres et des brochures lors de nos initiatives et lors d'événements extérieurs : en particulier à la fête de Lutte Ouvrière (week-end de Pentecôte), à la fête de l'Huma (septembre), à la fête de la Commune (septembre), aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois depuis 6 ans (octobre), mais aussi lors de colloques, conférences, congrès...

- **La bibliothèque.** Elle est riche de



plusieurs centaines d'ouvrages, sur l'histoire de la Commune, des romans relatifs à cet événement, ainsi que de nombreuses biographies et documents iconographiques. On y trouve les dictionnaires et les bibliographies de la Commune, le guide des sources d'archives, le *Journal Officiel de la Commune* et aussi la collection complète des bulletins de l'association.

Vous pouvez venir consulter ces ouvrages, sur rendez-vous, les mercredis après-midi et le premier samedi de chaque mois. Les fichiers sont maintenant informatisés.

- **La gestion et l'organisation** des représentations de la pièce *Le Rendez-vous du 18 mars*, sur un texte d'Emmanuel Grad. Des représentations ont déjà eu lieu aux fêtes de LO, de l'Humanité et de la Commune, dans des écoles, des comités d'entreprise et au pied du Mur des fédérés... Il y a 11 personnages sur scène et nous sommes toujours à la recherche d'actrices et d'acteurs pour pouvoir doubler tous les rôles.

La Commission littérature a donc des activités très diverses qui se déroulent toujours dans une atmosphère conviviale. Il y en a pour tous les goûts et nous vous invitons à venir y participer.

■ MARIE-CLAUDE WILLARD



LES AMI.E.S AU FORUM DES ASSOCIATIONS DU XIII^E



Paris, boulevard Blanqui, 14 septembre 2020

Notre association a ressorti ses drapeaux rouges, pas visibles sur le cliché, mais dont j'affirme qu'ils décoraient bien notre stand. Bien décoré par des photos, des affiches, des publications et des livres, notre stand a attiré de nombreux visiteurs.

Les Ami.e.s ont posé pour ce moment inhabituel lié à tous les empêchements de l'épidémie sanitaire.

■ SIMONE MATUSALEM

Du 7 au 21 décembre nous rendrons hommage au « Tribun du peuple ».

GRACCHUS BABEUF S'INVITE CHEZ LES AMI.E.S TRÉGOROIS.E.S

François Babeuf dit Gracchus est mort il y a 260 ans. Il nous touche pourtant par sa pensée, tout entière orientée vers la réduction des inégalités. Son exemple est celui d'un militant qui n'agit pas pour améliorer son sort, ni celui d'une catégorie de citoyens : il veut changer le monde.

Comme les communard-e-s qui, en 72 jours, voulaient construire une société nouvelle et l'ont payé de leur vie, Babeuf (guillotiné en 1797) mérite notre respect.

À partir du moment où il a commencé à militer, il a passé la moitié de sa vie en prison. En 1796, la Conjuraison des Égoux, qui visait à renverser le Directoire, est trahie. Les conjurés sont arrêtés le 10 mai et traduits devant la Haute Cour de justice de Vendôme. Un grand nombre d'insurgés furent fusillés ; quant à Babeuf, il monta sur l'échafaud avec son ami Darthé en mai 1797.

Un des survivants du mouvement, Filippo Buonarroti, avec *L'Histoire de la Conspiration pour l'Égalité dite de Babeuf* (1828), bâtit un pont entre son camarade de 1796 et les révolutionnaires du XIX^e siècle.

On a pu dire que la Révolution française (surtout la période 1792-93 et au-delà) était une référence incontestable pour les communards. Gracchus Babeuf et le « babouvisme » sont une source d'inspiration pour les néo-babouvistes et les blanquistes du Comité de Salut public.

Le communard Jean-Jacques Pillot dit Docteur Pillot est un représentant de ce courant commu-

niste-babouviste dont il est un propagandiste depuis 1838.

L'exposition en 13 panneaux, élaborée par l'association « Les Amis de Gracchus Babeuf » et réalisée par la municipalité de Saint-Quentin (Aisne), retrace la vie du « Tribun du Peuple ».

Elle est complétée par les portraits des « néo-babouvistes » Jean-Jacques Pillot, communiste parisien et de Jean-Marie Perret, opposant au Second Empire et nommé président du Comité de Salut public, qui s'installa à l'Hôtel de Ville de Lyon le 4 septembre 1870.

■ DENIS ORJOL



Les Ami(e)s de la Commune de Paris 1871
Comité Trégor-Argoat
rendent hommage à
GRACCHUS BABEUF
né le 23 novembre 1760

DU LUNDI 7 DÉCEMBRE AU LUNDI 21 DÉCEMBRE 2020
à la « Galerie d'exposition » de l'Espace Ste Anne - Lannion

EXPOSITION
La vie et l'action du révolutionnaire né à
St Quentin (Aisne)

- Babeuf, l'avocat du peuple
- La conspiration des Égoux
- Babeuf, le journaliste
- Le directoire contre les Égoux
- La prison et la guillotine

Son influence sur le mouvement
populaire - La légende de Babeuf

Gracchus Babeuf et Auguste Blanqui

Les néo-babouvistes de la
Commune de Paris 1871

Entrée dans une heure de l'ouverture
de la bibliothèque

François Babeuf dit Gracchus Babeuf
1766 - 1797

Exposition réalisée par
« Les Amis de Gracchus Babeuf »
avec le concours de la Ville de Saint-Quentin

Courriel : communetregorargoat@orange.fr - Site : <https://commune-1871-begou-moisle-orange.fr/>

Et comme dans le Trégor nous aimons les commémorations, notre Comité organise

**UNE CONFÉRENCE
ET UNE EXPOSITION :**
**HISTOIRE DE LA LAÏCITÉ,
DE L'ÉDIT DE NANTES
À AUJOURD'HUI**
MERCREDI 9 DÉCEMBRE 2020

Le 9 décembre 1905 est adoptée la loi concernant la séparation des Églises et de l'État. Elle avait été votée le 3 juillet par la Chambre des députés par 341 voix contre 233 et le 6 décembre par le Sénat par 181 voix pour contre 102.

Rappelons qu'un des premiers décrets promulgués par la Commune est celui de la séparation de l'Église et de l'État. À la séance du 2 avril 1871 de la Commune, le projet est présenté par le citoyen Pyat, au nom de la Commission exécutive. Le décret est adopté à l'unanimité (J.O. du 3 avril 1871) : « Art. 1 - L'Église est séparée de l'État. Art. 2 - Le budget des cultes est supprimé. Art. 3 - Les biens dits de mainmorte appartenant aux congrégations religieuses, meubles et immeubles, sont déclarés propriétés nationales ».

LES AMI.E.S DU BERRY SE SONT RÉUNI.E.S

Les deux AG de notre comité, à Saint-Georges-sur-Arnon (Indre), le 19 septembre 2020, revêtaient une grande importance : il fallait actualiser nos statuts pour aller efficacement vers le 150^e anniversaire. Nos craintes concernant le quorum en cette période ont été dissipées, nos 37 cotisants — nombre en hausse — ayant largement répondu présent : une grande légitimité, donc, pour chacun de nos votes (démocratiquement !) approuvés à l'unanimité. L'AG extraordinaire permet la création d'un établissement secondaire en Indre, dépendant du comité local, pour assurer une meilleure visibilité médiatique et faciliter les demandes d'aides, surtout financières.

L'assemblée ordinaire est marquée par la présence du maire et de notre référent national Jean-Louis Guglielmi. Elle s'ouvre par une minute de silence en hommage aux ami.e.s disparu.e.s, dont l'ami Jean Chatelut qui laisse un souvenir très fort et le bénéfice d'un précieux travail, et aussi une pensée pour tous



Crédit photo : La Nouvelle République du Centre-Ouest

les ami.e.s à soucis de santé. Le maire déclare son attachement aux idéaux de la Commune, au point d'adhérer aussitôt à notre association sous nos vifs applaudissements.

Après les différents rapports (activité, moral, financier), Jean-Louis Guglielmi souligne l'importance des comités locaux en Province et déplore la dévalorisation des communes. Il rappelle les manifestations prévues à Paris en 2021 : conférences, expositions et contacts, en particulier avec nos amis belges.

Le débat porte sur nos nombreux projets pour 2021 sur tout le Berry, dans ce contexte sanitaire. Au prix d'adaptations, restons optimistes : la conférence de Jean-Louis Robert à Vierzon ; les représentations théâtrales ; les expositions : Kanak, Rossel, Louise Michel (artistique) ; les conférences, tables rondes et lectures publiques ; le projet autour du « Luxe communal » ; les cafés associatifs ; les articles ; les séances de cinéma ; la parution du livre de notre adhérent Jean-Pierre Gilbert sur les communards du Cher¹. Les projets en Touraine, en Creuse et en Haute-Vienne sont cités. Jean-Louis Guglielmi est sollicité à propos du tableau national recensant toutes les initiatives pour 2021 (Paris et Province). Le bureau est reconduit, augmenté d'un membre. Un montage vidéo présente les activités de l'année : on revoit Jean Chatelut avec émotion.

Le maire convie les participants autour d'un apéritif convivial. La plupart des membres se sont retrouvés dans un site bien agréable au restaurant des Trois Étangs, en continuant à deviser amicalement.

Notre blog : *vallantitude*

✦ **JEAN ANNEQUIN, MICHEL PINGLAUT
JEAN-MARIE FAVIÈRE**

(1) Jean-Pierre Gilbert, *La Commune et les communards du Cher. 1871*, L'Alandier, 2020.

Consulter le blog *gilblog*. Voir aussi *La Commune*, n° 83.

BLOIS LA COMMUNE FIDÈLE AUX RENDEZ-VOUS DE L'HISTOIRE

Nous pouvions craindre, en cette année épidémique, pour la tenue des Rendez-vous de l'histoire. Eh bien, non ! La 23^e édition — la 7^e pour ce qui nous concerne — s'est tenue à Blois du 7 au 11 octobre. Sans doute le public était-il moins nombreux, sans doute y avait-il moins d'exposants (nos voisins habituels, les amis robespierristes, n'étaient pas là), sans doute fallait-il prendre des précautions. Mais les Rendez-vous ont eu lieu, avec un programme toujours aussi foisonnant.

Il faut dire que le thème 2020 était de nature à nous motiver : « Gouverner ». C'est la première fois qu'un thème explicitement politique était au programme. Et la Commune était à l'affiche : outre le débat que nous organisons, pas moins de trois autres débats : « Relire la Commune de Paris », « Histoire mondiale de la Commune » (avec Quentin Deluermoz), « Philémon, vieux de la vieille, roman de la Commune, de l'exil et du retour ».

Notre table ronde avait tout pour attirer le public, d'abord le thème — « Regards sur un gouvernement pas comme les autres : la Commune de Paris, XIX^e-XXI^e siècles » : il ne s'agissait pas de discuter de la Commune en elle-même, mais des regards que les diverses composantes du mouvement ouvrier ont portés sur elle. La qualité du « plateau » ensuite : Gilles Candar, Patrizia Dogliani (malheureusement confinée en Italie au dernier moment), Laure Godineau, Roger Martelli et Jean-Louis Robert. Le public était au rendez-vous, avec 70 personnes, et aurait été plus nombreux sans les mesures restrictives dues à l'épidémie, qui en ont limité l'accès.



Durant les trois jours du Salon du livre, notre stand a accueilli de nombreux curieux de la Commune. Comme d'habitude, nombre d'enseignants et d'étudiants sont venus à notre rencontre. Ainsi cet étudiant de Tours, qui était déjà venu l'an dernier, qui avait adhéré à l'association, et qui venait cette année nous remettre un



exemplaire de son journal — *Le Ravachol* — où il avait écrit un article sur la Commune. Ou des prises de contact intéressantes, comme avec le directeur éditorial de la revue *L'Histoire*, qui prévoit d'évoquer la Commune l'année prochaine et veut être tenu au courant de nos activités. Ou encore le maire de Blois, qui a envisagé la possibilité d'organiser un évènement à l'occasion du baptême de l'école Joséphine-Marchais, une communarde blésoise déportée en Guyane.

Bref, malgré les circonstances particulières de ces Rendez-vous 2020, nous n'avons pas perdu notre temps, y compris en termes de ventes.

Rendez-vous en 2021, où le thème (dévoilé au moment de la clôture) ne manquera pas de nous motiver : le travail !

JEAN-LOUIS GUGLIELMI, MICHEL PUZELAT

UNE SEMAINE COMMUNARDE EN CREUSE

Nous avons organisé du 26 septembre au 4 octobre une semaine communarde en prévision du 150^e anniversaire. Pour l'occasion, nous présentons deux expositions, l'une historique, l'autre artistique avec 21 participants. Cette exposition va se déplacer en 2021 dans la Creuse et dans l'Indre et, à la demande, dans d'autres départements. Un livret sera réalisé en liaison avec nos ami(e)s de l'Indre.

Nous présentons aussi trois spectacles (avec possibilité de se déplacer dans d'autres lieux)

- « *Le temps des cerises* », rétrospective de la Commune en textes et chansons.
- une lecture centrée sur les femmes dans la Commune.
- « *Les pétroleuses* », spectacle créé spécialement pour le 150^e anniversaire.

À notre étonnement, pendant ces neuf jours, le public a été nombreux et s'est montré attentif à l'exposition historique et admiratif devant les œuvres artistiques. La boutique a vendu pour 350 € de livres et brochures et nous comptons trois adhésions.

À l'occasion de cette semaine, nous avons lancé une souscription pour la création d'une tapisserie d'Aubusson, qui sera réalisée par trois jeunes lisières associées en coopérative. Il s'agit d'un hommage aux migrant(e)s creusois(es) dont 400 sont mort(e)s pendant la Semaine sanglante, tandis que 487 étaient condamné(e)s à la déportation, sur un total de 953 arrestations. Vous trouverez sur le site de l'association le dossier de

souscription et les détails sur cette tapisserie.

BERNARD BONDIEU

Pour tous renseignements, contacter le secrétaire Bernard Bondieu.

Tél. : 05 55 51 22 39

Courriel : 1871commune23@gmail.com.

Poème de Julien Dupoux,
adhérent creusois :

HOMMAGE AUX COMMUNARDS (À 11H30, LE 24/05/08)

*En ce doux mois de mai
Plein de fleurs et de gerbes
De fleurs jetées dans l'herbe
La commune est tombée
Et je nous imagine
Nous autres libertaires
Debout, fatigués et sublimes
Au mur des fédérés
Silencieux pour une fois
Nous essuierons la pluie
Quand d'autres à la même heure
Essuyaient l'incendie
Nous lèverons un poing
Mouillé ou affaibli
D'être mouillé sans fin
Pour la cérémonie
Il y aura des hommes
Il y aura des femmes
Et puis des plaisanteries
Que tout sexe condamne
Belle pluie pour la moisson
Pas de larmes mais des rires
Et à nous de nous dire
Que nous sommes sans maison.*

BB

AMI.E.S DE LA SARTHE UNE RÉUNION PUBLIQUE A ENFIN PU SE TENIR LE 2 OCTOBRE 2020 !

En partenariat avec nos amis de la Libre Pensée 72, dans le respect des règles sanitaires en vigueur et avec l'autorisation de la mairie d'Allonnes, nous avons pu tenir une réunion publique commune sur le thème : « De la chute de l'empire à la naissance de la Commune de Paris », avec 27 participants. Notre comité avait tenu un stand le dimanche précédent à la fête des associations d'Allonnes et un flyer y avait été diffusé. Hansi Brémond, président de la LP72, a d'abord traité du Second Empire et Gérard Désiles, président de l'Association sarthoise, de l'avènement de la Commune.

Les Libres-Penseurs, fervents républicains, ont subi l'exil en 1848 et en 1851 (on recense une dizaine de proscrits sarthois). De retour au pays, beaucoup d'entre eux ont participé activement à la Commune de Paris et aux Communes de province.

La période politique de la seconde moitié du XIX^e siècle est très méconnue : coup d'État de Louis-Napoléon Bonaparte du 2 décembre 1851, Second Empire, politique autoritaire et libéricide, révolution industrielle et développement économique, mais en même temps surexploitation des travailleurs, grèves qui éclatent et répression brutale : l'armée tire sur les manifestants et tue grévistes, femmes et enfants.

Juillet 1870 : Napoléon III déclare la guerre à la Prusse ; l'armée française est bousculée ; l'empereur et son armée se rendent à Sedan le 2 septembre ; la III^e République est proclamée ; Paris est encerclé dès le 18 septembre, un terrible siège qui va durer 4 mois. Les Prussiens poursuivent leur offensive et l'une des dernières batailles aura lieu au sud-est du Mans les 10 et 11 janvier 1871 : le général Chanzy ordonne le repli des troupes vers Laval.

Depuis début septembre, le peuple travailleur de Paris a commencé à s'organiser au travers du Comité central des vingt arrondissements et s'est affronté à plusieurs reprises au gouvernement de la défense nationale, accusé de mollesse et d'offensives mal préparées et meurtrières contre les Prussiens : journées du



31 octobre 1870, du 22 janvier 1871, réclamant l'instauration de la Commune. Alors que les Parisiens veulent combattre l'ennemi, le gouvernement négocie avec Bismarck la reddition de Paris dans leur dos. Le 1^{er} mars 1871 l'armée prussienne défile sur les Champs-Élysées, comble de l'infamie. Le 18 mars, Thiers veut récupérer les canons de Montmartre (payés par souscription parisienne auparavant). Dans la journée, il va quitter Paris pour Versailles avec l'armée et les corps constitués. C'est le déclenchement de l'insurrection populaire et la fraternisation qui va aboutir à la proclamation de la Commune une semaine après.

Au cours du débat, plusieurs camarades ont dit : il faut effectivement d'abord faire connaître les événements historiques qui ont conduit à l'avènement de la Commune de Paris et des Communes en province il y a 150 ans ; ensuite, analyser les mesures prises par la Commune durant ses 72 jours d'existence, mesures qui sont d'une extraordinaire actualité, car beaucoup d'elles restent à conquérir.

« Place au peuple, place à la Commune », en 1871 comme cent cinquante ans après !

NOIRMOUTIER HOMMAGE AUX COMMUNEUX

Le 28 juillet 2020, un hommage a été rendu aux communards internés au château de Noirmoutier.

Information transmise par Jean Regourd

De droite à gauche : Annie Brunel (Ligue des Droits de l'Homme), Yan Balat, maire de Noirmoutiers, Fabien Gaborit, adjoint aux finances.



VOYAGE DANS LES ARDENNES SUR LES TRACES DE RIMBAUD, VERLAINE ET CLÉMENT

3-4 OCTOBRE 2020

Malgré les conditions bien particulières liées à la situation sanitaire, nous avons pu organiser notre voyage traditionnel pour aller dans les Ardennes, sur les traces d'Arthur Rimbaud, Paul Verlaine et Jean-Baptiste Clément. Nous n'étions que vingt, mais heureux de nous retrouver dans ce moment fraternel et chaleureux, malgré les masques et les contraintes des gestes barrières. Nous avons réussi l'exploit de toujours être à l'abri lorsqu'il pleuvait.

Samedi, après nous être restaurés, nous nous sommes séparés en deux groupes. Pendant que l'un visitait le Musée Rimbaud, l'autre visitait le Musée de l'Ardenne et la Maison des ailleurs, où Rimbaud a vécu avec sa famille.

Cette visite a suscité des réactions diverses. Certains amis ont aimé, mais pour d'autres ce fut un peu décevant. Le Musée de l'Ardenne est essentiellement consacré à la guerre de 1870, avec un tout petit éclairage sur la Commune. Lorsque nous sommes allés à la Maison des ailleurs, nous avons vu des pièces vides. Nous n'avions pas été prévenus que l'exposition précédente avait été retirée, que la prochaine ne serait installée que la semaine suivante. Nous avons regretté cette situation, car si nous avions été prévenus dès notre demande, nous aurions pu organiser une balade dans la ville.

Après cet après-midi de déambulation, nous sommes partis nous installer à l'hôtel, avant de nous retrouver au restaurant où nous avons passé

une agréable soirée. Le personnel était accueillant et appréciait nos chants.

Michel Pinglaut nous avait préparé une présentation de Paul Verlaine, et nous a lu des textes. John Sutton, quant à lui, nous a présenté deux petites conférences sur « Rimbaud et la Commune » et « Verlaine et la Commune ».

Tous deux ont sollicité des volontaires pour lire. C'est ainsi que Marianne Feltrin nous a lu *Chant de guerre parisien* et Simone Matusalem, *Les mains de Jeanne-Marie*.

Dimanche matin, nous nous sommes rendus à Nouzonville où le maire, Monsieur Florian Lecoultré, nous a accueillis chaleureusement. Il était déjà présent lors de notre voyage en 2009 mais n'était pas encore élu. Il nous a parlé de l'attachement de Nouzonville à Jean-Baptiste Clément, même si les jeunes ne connaissent pas vraiment le personnage et son rôle pour les travailleurs ardennais.

Le bouquet final fut la visite du Musée Verlaine à Juniville. Marc Gaillot, qui organise les visites du musée, nous a concocté une réunion sympathique. Passionné par son sujet il nous a fait découvrir un Verlaine peu connu et nous a dit être heureux de recevoir un public connaisseur.

Le chemin du retour s'est passé sans difficulté et nous sommes arrivés tranquillement à Paris.

FRANÇOISE BAZIRE



DISPARITIONS

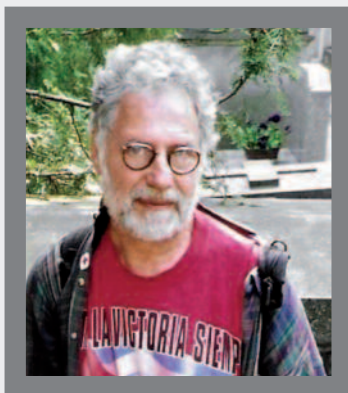
Ces derniers temps, nous avons vu plusieurs ami.e.s disparaître.
Notre association veut ici leur rendre hommage.

L'AMI ALAIN NOUS A QUITTÉS

Alain Dalotel est décédé le 29 mai 2020 à Bagnolet, à l'âge de 77 ans. Engagé dans notre association depuis les années 1980 jusqu'au milieu des années 2000, date à laquelle il a dû renoncer à toute activité à la suite d'un grave AVC. Ce docteur en histoire sociale est l'auteur de nombreux ouvrages sur la Commune.

Notamment, *Aux origines de la Commune, le mouvement des réunions publiques à Paris-1868-1878*, livre collectif indispensable pour connaître la genèse de l'insurrection dans les clubs rouges. Cet historien s'est beaucoup intéressé aux figures féminines de la Commune, en commençant par Paule Minck (1839-1901), dont il a préfacé et commenté les textes dans un ouvrage paru en 1981. En 2004, il publia la biographie d'une autre grande féministe, André Léo (1824-1900) : *La Junon de la Commune*. Enfin, en 2005, Alain Dalotel a fait paraître une biographie de Gabriel Ranvier : *Le Christ de Belleville, blanquiste, communard et franc-maçon, maire du XX^e arrondissement de Paris*.

Il faut également rappeler ses nombreux articles



Alain Dalotel sur la tombe de Blanqui au Père-Lachaise en 2005

parus dans notre bulletin, *La Commune*, ainsi que dans la revue d'histoire populaire *Gavroche*, de 1982 à 2006. Outre ses multiples ouvrages et articles, Alain Dalotel collabora à plusieurs films, dont celui de Peter Watkins, *La Commune - 1871*, tourné en 1999 dans les anciens studios de cinéma de Georges Méliès, à Montreuil. Alain fut l'un des conseillers historiques du film, en compagnie de Jacques Rougerie,

Robert Tombs et Marcel Cerf. En 2004, il a également collaboré au documentaire de Mehdi Lallaoui, intitulé également *La Commune de Paris - 1871*.

Salut Alain, au plaisir de te croiser dans les rues de Belfast ou les allées du Père-Lachaise où tu aimais tant flâner au milieu des tombes de tes chers communards. « *La Commune ? On en a tous rêvé ! Et bien de près, c'est encore mieux que ce qu'on avait imaginé... Les communards n'ont pas fini de nous étonner et de nous charmer, avec ce mélange de fierté et d'idéalisme qui les caractérise* », m'écrivais-tu en 1980 dans une dédicace toujours d'actualité.

LA COMMUNE A PERDU UN AMI, JEAN-CLAUDE FARCY N'EST PLUS.

Infatigable chercheur, foncièrement attaché à son département de l'Eure-et-Loir, Jean-Claude Farcy est parti au cours de l'été sans avoir pu mener à terme, parmi d'autres, son projet de livre consacré à la répression de la Commune, dont nous évoquions l'écriture dans notre numéro 83.

Jean-Claude Farcy était un de ces puits de science, dont l'érudition n'avait d'égale que la volonté de partager avec le plus grand nombre — chercheurs ou grand public — le fruit de ses recherches, ses découvertes et ses analyses.

Agrégé d'histoire dans sa jeunesse, il enseigne l'histoire et la géographie à ses débuts, puis soutient une thèse de doctorat en Histoire, ensuite une thèse de doctorat d'État sur les paysans beaucerons. Par l'ampleur de ses recherches, il devient un maître à penser de l'histoire rurale et du monde agricole, spécialiste mondialement reconnu, dont les travaux sur l'Eure-et-Loir et la Beauce font autorité. Mais il s'intéresse avec autant de passion et de brio à l'histoire judiciaire, publie un nombre impressionnant d'études, articles, notes, rapports, livres sur ce thème et met en ligne trois sources indispensables à celles et ceux qui étudient la répression des mouvements révolutionnaires et républicains au XIX^e siècle : *incolpes-juin-1848.fr* (informations sur 11 567 individus), *poursuivis-decembre-1851.fr* (informations sur 26 848 indivi-

us poursuivis) et *communards-1871.fr* (informations sur 41 375 personnes poursuivies par la justice).

En 1982, il devient chargé de recherches au CNRS et exerce à Dijon jusqu'à sa retraite en 2011.

A partir de 2003, il fait profiter la plateforme web de publication Criminocorpus de son enthousiasme et de son engagement et contribue, en 2011, à la création de l'association du même nom. Il en devient vite « un pilier et une locomotive » comme le dit l'hommage

de Criminocorpus, insuffle un dynamisme dans les équipes de chercheurs, encourage les jeunes talents et n'hésite pas, toujours disponible, à engager le dialogue et aider le vulgum pecus par ses connaissances et conseils.

Le site internet de *Criminocorpus. Revue hypermédia. Histoire de la justice, des crimes et des peines* (criminocorpus.org/fr/criminocorpus/acteurs/farcy) – à laquelle il a collaboré pendant 18 ans et dont il a été rédacteur en chef de 2011 à 2013 – permet de mesurer l'étendue des sujets sur lesquels Jean-Claude Farcy a travaillé

Pour celles et ceux qui étudient la répression de la Commune, on ne saluera jamais assez l'initiative de Jean-Claude Farcy, qui, avec l'ouverture du site internet *communards-1871.fr* et l'accès à ses plus de



40 000 fiches, permet aux recherches sur la Commune de trouver un nouveau souffle.

Fin juin, il avait envoyé un dernier article à Criminocorpus concernant la participation des enfants à la Commune de Paris*.

L'association des Amis et Amis de la Commune de Paris 1871 adresse à sa famille ses condoléances attristées et toutes ses pensées solidaires à l'équipe de Criminocorpus et à son directeur de publication, Marc Renneville, chercheur au CNRS, que nous remercions tout particulièrement de nous autoriser à publier des extraits du dernier article de Jean-Claude Farcy.

➤ **GUY BLONDEAU**

* Cet article est visible dans son entier à cette adresse : journals.openedition.org/criminocorpus/7417

Décor peint pour notre stand à la Fête de l'Humanité 2015



JACQUES KERZANET NOUS A QUITTÉS

Jacques Kerzanet était un homme avenant, chaleureux, généreux, d'une grande culture et féru d'histoire. Il était très attaché aux idéaux de la Commune et à notre association.

Il vivait dans le Marais breton, qui l'a beaucoup inspiré. Son « *travail tire du marais-merfleuve, toute la gamme insolite de ce que l'œil peut saisir pour en restituer autant de moments d'impressions* », a-t-il dit.

Mais la Commune l'a aussi beaucoup inspiré. Ainsi, il a présenté des œuvres dans l'exposition que nous avons organisée au Sénat en 2014. Il nous a donné de nombreuses œuvres, qui décorent nos stands à la fête de l'Humanité et à celle de la Commune, ou encore la scène pour la représentation de notre pièce de théâtre, et notre calendrier 2020... Il a peint des décors pour notre stand à la fête de l'Humanité, qui ont eu beaucoup de succès.

Notre association, très touchée par la disparition de Jacques, s'associe à la tristesse de ses proches.

➤ **MARIE-CLAUDE WILLARD**

JANINE BEISSON

Janine nous a quittés le 30 août dernier, disparue accidentellement. Mais elle est dans nos souvenirs cette frêle silhouette à l'allure douce : regard tendre et bienveillant, un sourire esquissé, cette image d'elle nous accompagne.

Nous, les Amis et les Amies de la Commune, en l'évoquant entre nous, reprenons les mêmes expressions à son sujet : réservée, d'une modestie naturelle qui en disait long sur ses qualités morales et d'écoute ; gaie, joyeuse, pleine d'humour ; fine et intelligente !

Discrète aux côtés de Georges Beisson que nous avons d'abord connu, elle l'a peu à peu accompagné aux différentes commissions et au comité de relecture du bulletin, sachant enrichir nos débats de ses remarques et propositions, même discrètes, participant également aux voyages de notre association. Lors des Rendez-vous de l'histoire à Blois, elle assurait avec Georges une permanence sur notre stand, et tous deux « couraient » d'un débat à l'autre, pendant trois jours, avec passion.

Nous avons également des souvenirs privés, autour d'une bonne table ou d'un pot d'après comité. L'une partageant un apéritif chez les Beisson dans une ambiance chaleureuse et entretenant avec Janine une conversation

riche, sans gêne aucune ; l'autre évoquant avec elle la cuisine méditerranéenne chère à son cœur, avec la promesse de s'échanger des recettes. Pour moi, le souvenir d'un moment charmant, amical et convivial lors d'une ren-

contre à Veules-les-Roses, autour d'un café dans un bon restaurant où nos chemins s'étaient croisés inopinément. Oui, c'était une bonne vivante !

Nous savions qu'elle avait fait carrière dans la recherche au CNRS. Devinant qu'elle était très investie dans son domaine professionnel, nous avons vraiment découvert qui elle était dans ce milieu, en lisant l'hommage rendu

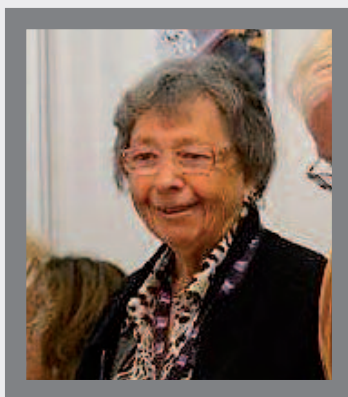
par ses ancien.nes collègues de laboratoire à qui elle rendait encore parfois visite.

Janine était une sommité dans le monde de la recherche médicale et de la génétique, mais elle n'en a jamais fait état.

C'était une grande dame, de l'intelligence de ceux qui, dans l'ombre, réalisent de grandes choses, mais savent, dans la vie, parler simplement à tout le monde et communiquer avec humanité.

En la voyant pour la première fois, on croyait la connaître depuis toujours.

C'était une amie.



ARTISTES ET ÉCRIVAINS FACE À LA COMMUNE

Pourquoi les artistes, pour nombre d'entre eux, n'ont pas eu les mêmes réactions que les écrivains devant la Commune ?

Certes, il ne faut pas exagérer le fossé entre les écrivains et les artistes, mais les artistes plasticiens ont été majoritairement beaucoup plus modérés que les écrivains. Plusieurs éléments peuvent être mis en avant pour expliquer cette situation. Comme nous l'avons analysé par ailleurs¹, les grands écrivains, en 1871, ont une longue carrière derrière eux. Ils ont connu les espoirs et les désillusions des révolutions de 1830 et de 1848, le Second Empire a su les domestiquer et les jeunes écrivains, parmi eux, sont rares. Au contraire, à l'exception des peintres « pompiers », la plupart des artistes sont nettement plus jeunes, certains sont arrivés de province récemment et gagnent maigrement leur vie en publiant des dessins dans la presse. On peut aussi constater que, dans l'ensemble, ils sont issus d'un milieu social beaucoup plus modeste (artisans, petite bourgeoisie, petits fonctionnaires, milieu de l'art) que celui des écrivains.

Deuxième élément d'explication : les écrivains, en 1870, ont fui Paris pour se réfugier en province ; ils ne seront pas dans la capitale durant la Commune et ne seront informés que par la presse nationale ou régionale, générale-



Gustave Doré, croquis

ment hostile à la Commune, ou par des correspondances avec leurs pairs (comme la correspondance entre George Sand et Flaubert). On verra plus loin avec Manet comment ce fait est important et peut faire changer d'opinion quelqu'un qui est loin de Paris. Des artistes plasticiens aussi ont fui Paris mais les plus jeunes ont participé à la guerre contre la Prusse dans l'armée puis, après la chute de l'Empire et le siège de Paris, dans la Garde nationale. C'est le cas, par exemple, de James Tissot. Cette Garde nationale de 340 000 hommes en armes, de tous milieux sociaux, va créer des solidarités. James Tissot, dans les moments de calme, « croque » sur le vif des dessins de ses compagnons de province avec bienveillance. Les échanges entre eux sur le patriotisme, le défaitisme des généraux et du

pouvoir, le risque d'un retour de la monarchie sont communicatifs. À la différence d'artistes comme Degas, Manet, Meissonnier, Stevens, qui furent démobilisés après l'armistice du 28 janvier 1871, Tissot demeura dans la Garde nationale jusqu'à la fin de la Commune et n'alla se réfugier à Londres qu'après la Semaine sanglante.

Une troisième explication est que les artistes plasticiens ont compris l'utilité de s'organiser collectivement pour défendre leurs intérêts communs, ce qui n'est pas le cas des écrivains beaucoup plus individualistes : en 1790, déjà, David avait fondé la Commune des arts ; en 1848, une assemblée générale des artistes, sous la présidence d'Eugène Delacroix pour les peintres et François Rude pour les sculpteurs, vit le jour ; dès le 4 septembre 1870, une commission artistique pour la sauvegarde des musées nationaux est créée et s'installe au Louvre. Elle est



Édouard Manet, *La barricade*, 1871, lavis encre de Chine, aquarelle et gouache sur mine de plomb, 46x32 cm, musée de Budapest

Gustave Doré, croquis



Gustave Doré,
Eh bien ! Soit !
Je suis
réactionnaire...
croquis



placée sous l'autorité du ministre de l'Éducation et Gustave Courbet la préside. Elle doit veiller à protéger les monuments parisiens : musées du Louvre, de Cluny, des Gobelins, du Luxembourg, de Sèvres contre les bombardements prussiens. Cette première organisation en 1870 prépare le terrain à la Fédération des artistes lors de la Commune, qui reprendra cette mission. Lorsque Gustave Courbet, pour réorganiser les Beaux-Arts, appelle à une réunion dans le grand amphithéâtre de l'École de médecine, le 13 avril 1871, plus de 400 artistes sont présents (en dépit de l'absence de tous ceux qui se sont réfugiés en province ou à l'étranger pour fuir les Prussiens). Ils constituent une Fédération des artistes et votent un programme proclamant la liberté des artistes à l'égard du pouvoir, la nécessité de protéger les œuvres d'art dans les musées, le développement de l'enseignement artistique dans les écoles. On pourra rétorquer que des grands artistes, réfugiés en province ou à l'étranger, se sont tenus à l'écart des événements : Bonvin, Corot, Daumier, Doré, etc. Certes, mais ils n'ont pas érucé comme les écrivains. Gustave Doré, qui s'était réfugié à Versailles avec sa mère chez des amis, assiste régulièrement aux séances de l'Assemblée nationale et caricature les députés ; il fera aussi des caricatures des communards arrivant à Versailles. Ces croquis ne seront retrouvés et publiés qu'en 1907². Gustave Doré, qui n'est pas engagé politiquement, rend néanmoins les parlementaires beaucoup plus ridicules et moins humains que les communards.

Comment ont réagi les peintres impressionnistes ? La plupart n'étaient pas à Paris et, dans l'ensemble, ils n'ont pas affiché leur opinion, à l'exception de Pissarro et de Manet. Néanmoins, ils ne peindront pas les ruines de Paris, comme Meissonnier et d'autres peintres mais, pour ne

pas indisposer leurs acheteurs (autocensure ?), éviteront qu'on puisse faire l'amalgame entre révolution dans l'art et révolution politique. Édouard Manet, qui s'est réfugié dans les Pyrénées et qui, aux premières nouvelles diffusées par la presse (l'exécution des généraux Thomas et Lecomte), a une réaction très négative sur la Commune, change d'opinion lorsqu'il reçoit une lettre de son frère Gustave qui est resté dans Paris et qui l'informe favorablement sur la Commune. Il reviendra dans la capitale fin mai et assistera à la répression versaillaise, puis à l'exécution de Rossel, Bourgeois et Ferré. Il traduira à travers deux lithographies – *La Barricade* et *La Guerre civile* – l'émotion ressentie à cette occasion. Il peindra deux tableaux consacrés à *L'Évasion de Rochefort* du bagne de Nouvelle-Calédonie et fera aussi un portrait de Rochefort. Camille Pissarro, dans les années 1880, se lie avec Paul Signac, Georges Seurat, Maximilien Luce et découvre les idées anarchistes. Dans sa série *Turpitudes sociales* on retrouve le souvenir de la répression de la Commune.

Tous ces facteurs ont donc pu jouer plus ou moins selon les uns et les autres et font qu'on ne retrouve pas chez les artistes plasticiens l'équivalent des dia-

tribes féroces des écrivains. Il faudra attendre 1885 et la toile de Maurice Boutet de Monvel, *L'Apothéose de la canaille*, pour trouver un ton qui se rapproche de celui de certains écrivains.

✚ PAUL LIDSKY

(1) Paul Lidsky, *Les écrivains contre la Commune* (1970), rééd. La Découverte, 2010. (2) Gustave Doré, *Versailles et Paris en 1871*, Plon, 1907. Autre édition : Pierre Horay, 1929

Daniel Vierge, *Femme à l'Hôtel de Ville, deuxième jour de la Commune*, aquarelle, Paris, musée Carnavalet



LA COMMUNE 1871

Le poème *La Commune 1871* est extrait du 14^e livre de Jean Piet, recueil de poésie consacré à la guerre, qui sortira prochainement aux éditions Stellamaris de Michel Chevalier sous le titre *De guerre lasse*. Dans ce recueil, l'auteur aborde la guerre sous toutes ses acceptations, la guerre de 1914/1918, celle de 1939/1945, etc, mais aussi la lutte des femmes, et « la guerre des nerfs que nous devons livrer dans notre société actuelle ».

La Commune y trouve aussi un écho pour son proche 150^e anniversaire.

*Armée française défaite, empereur vaincu,
Le siège de Paris, comment pouvions-nous vivre ?
Telle infamie, blanche Assemblée, brûlons vos livres,
«Le pouvoir est maudit», ce système a vécu.*

*La Commune s'insurge, et vous parle du Peuple,
Vous crache sa peine à la face, Rouge sang.
Nous serons l'exemple, quand, tous, sortis du rang,
Nous lèverons le poing et construirons un temple.*

*Troupes versaillaises, nos idées te font peur,
Et de ton grand chef, qui n'était qu'un Thiers, Adolphe,
Un tiers de rien, nous retiendrons la catastrophe,
Nous conduisant au Père-Lachaise, ô rancoeur.*

*Combien de fusillés, de femmes et d'enfants,
Pour sauver de ton apparente République,
Les dictats d'un bourgeois, borné et colérique,
Qui ne servait que le dédain de bien-pensants ?*

■ JEAN PIET, POÈTE (LA CHÂTRE)

Le musée des Beaux-Arts de Caen a présenté cet été l'exposition *Les Villes ardentes. Art, travail, révolte (1870-1914)*, consacrée à la représentation du monde ouvrier et de ses luttes dans les œuvres des peintres néo-impressionnistes.

LA CLASSE OUVRIÈRE ENTRE AU MUSÉE

Le thème du travail est rarement associé aux maîtres de l'impressionnisme comme Claude Monet ou Auguste Renoir. Edgard Degas et ses *Repasseuses* ou Gustave Caillebotte et ses *Raboteurs de parquet*, faisant exception. La bonne idée des commissaires de l'exposition, Emmanuelle Delapierre, directrice du musée des Beaux-Arts de Caen, et Bertrand Tillier², professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, est d'avoir étendu la chronologie depuis la Commune jusqu'à la Première Guerre mondiale. Cet élargissement permet une vision renouvelée de la représentation de l'industrie et du prolétariat dans la France de la Troisième République. Le spectacle des hauts-fourneaux, des quais de déchargement et des chantiers de construction a inspiré des peintres tels qu'Armand Guillaumin, Maximilien Luce et Alexandre Steinlen. Aux nombreux dessins et peintures, l'exposition ajoute quelques terres cuites de Jules Dalou, dont ses *Terrassiers chargeant*. Les travailleurs ont fait leur entrée dans la sculpture, grâce au communal Jules Dalou³ et au grand sculpteur belge Constantin Meunier⁴, qui découvrit à l'âge de cinquante ans le monde de la sidérurgie et de la mine.

AMÉLIORER AU PLUS TÔT LE SORT DES OUVRIERS

« Nous sommes unanimes à vouloir que l'on célèbre (...) ce qu'on est convenu d'appeler les travailleurs, unanimes à penser que la vie sociale actuelle ne leur fait point la part qui leur est due, écrit Jules Dalou, le 13 avril 1898, unanimes à croire que ce doit être le souci d'une République de donner au travail, en dehors d'irréalisables utopies, la place légitime qui lui revient, unanimes enfin à vouloir que le sort des ouvriers soit amélioré au plus tôt. » Pour les peintres, se pose la question de la couleur. Comment exprimer la magnificence colorée des aciéries ? Par le rouge et par le bleu, selon Maximilien Luce, qui tente de fixer l'instant aveuglant de la coulée de métal en fusion sur la toile *L'Acierie* (1895). Luce est largement présent dans l'exposition, à travers ses tableaux sur la sidérurgie dans la région de Charleroi (Belgique) et les chantiers de construction parisiens, les échafaudages et les grues. Il les observe notamment à Montmartre, durant la construction du Sacré-Cœur, monument qu'il exècre, lui qui est l'auteur de plusieurs tableaux consacrés au massacre des communards pendant la Semaine sanglante. Le plus célèbre d'entre eux, *Une rue de Paris en mai 1871* (1903-1905), ne figure pas dans l'exposition, mais se trouve au Musée d'Orsay.

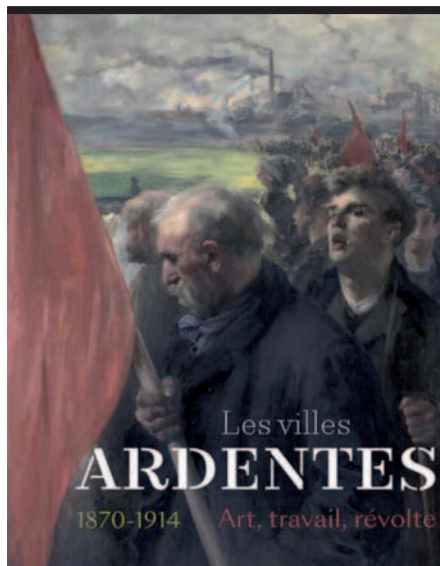
LE TRAVAIL DES ENFANTS, LES MÉTIERS QUI TUENT

A l'âge de treize ans, Luce est témoin de la répression de l'insurrection par les versaillais. Il « s'était trouvé en présence, rue de Seine, de ces cadavres immobiles au soleil, dans la ville déserte, et plus tard, quant il sait ce que cela symbolise du point de vue social, il exécute ce tableau ». Dès les années 1880, en réaction à l'impressionnisme et au naturalisme de Zola, les peintres représentent les usines, manufactures, mines et aciéries. Cette iconographie de la condition ouvrière fait écho aux dessins d'Alexandre Steinlen et de Jules

Grandjouan, publiés dans *L'Assiette au beurre*, célèbre revue satirique qui paraît de 1901 à 1912. Dans des numéros spéciaux, sont notamment dénoncés le travail des enfants, les « métiers qui tuent », la catastrophe minière de Courrières, ou la dureté du « pays noir ». La dénonciation sociale y prend alors des couleurs charbonneuses. Dans *L'Assiette au beurre*, on retrouvera aussi des dessins de Steinlen et de Grandjouan sur les grèves et les manifestations, dont certains ponctuent l'exposition.

✦ JOHN SUTTON

(1) *Les villes ardentes. Art, travail, révolte (1870-1914)*, éd. Snoeck/Musée des Beaux-Arts de Caen, 2020. mba.caen.fr/exposition/les-villes-ardentes (2) Auteur de *La Commune de Paris, révolution sans images ?*, 2004, édit. Champ Vallon, et de *La République, la caricature politique en France (1870-1914)*, 1997, CNRS éditions. (3) Pour en savoir plus, lire *Dalou à Paris*, 2010, édit. Paris musées. (4) Les sculptures de Constantin Meunier sont exposées à Bruxelles aux Musées royaux des Beaux-arts de Belgique et au Musée Constantin Meunier.





LA MÉDAILLE DU CENTENAIRE

Il est des legs dont on ne peut passer sous silence le nom du donateur ! Notre ami Jean Cunière est de ceux-là. Il a donné à l'association la médaille dont les photos ci-dessus vous montrent combien le Centenaire tenait à cœur aux amis de l'époque. De bronze, elle coûtait 30 Francs en 1971. Outre le nom des communards illustres, il y a la citation de Victor Hugo : « *C'est ici le combat du jour et de la nuit* », un dernier vers servant d'épithape de l'illustre écrivain.

Cette médaille a trouvé sa place dans une vitrine de notre local, où elle peut être vue par tous ceux qui y viennent travailler.

Justement Jean y vient régulièrement, avec d'autres que je nomme les « petites mains » : qui de coller les adresses ! qui d'y adjoindre les informations des différentes activités ! qui de tamponner les enveloppes ! les coller ! Tout ceci pour que notre bulletin arrive jusqu'à vous.

Ce n'est pas vraiment une commission structurée comme les autres, mais, sous la houlette de Christine, organisatrice, cette activité des « petites mains » s'accompagne d'une liberté de paroles qui joue parfois sur des anecdotes, des boutades, l'autodérision et les rires fusent, car il n'est pas rare que des histoires pas racontables s'expriment là ! La bonne humeur d'un travail astreignant se termine presque toujours par un « communard » bien mérité.

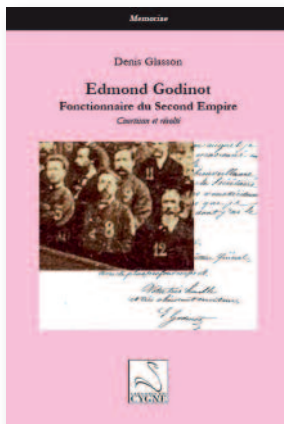
DANS LES ARCANES DE L'ADMINISTRATION IMPÉRIALE

Étonnant XIX^e siècle ! De révolutions en régimes autoritaires, il nous a permis, à nous la France, de tester une réelle diversité de régimes politiques. Denis Glasson livre, dans son ouvrage *Edmond Godinot, fonctionnaire du Second Empire*, une fresque consacrée à la vie d'un homme simple, un de ces petits fonctionnaires tant moqués par Balzac. Quel rapport avec la Commune ? En premier lieu, nous mesurons le poids de l'autorité, de la censure, de l'Église, l'obligation de prêter serment de fidélité à l'empereur pour les agents publics, les élections truquées et donc un vote républicain réduit à l'étiage, l'enkystement d'une société. Étonnant procès dans lequel Godinot est mêlé, une de ces sociétés secrètes qui fomentent des conspirations, des projets d'attentats le plus souvent avortés par les dénonciations et les agents provocateurs. C'est une justice aux ordres, qui refuse de condamner le prince Napoléon pour l'assassinat de Victor Noir, c'est elle qui fait dire à l'avocat général : « *Ils appartiennent à ce parti révolutionnaire, éternel ennemi de tous les gouvernements* ». Au moins, c'est clair, on emprisonne des noms qu'au fil des pages vous reconnaîtrez, car

on les retrouvera au premier rang de la Commune.

L'analyse du processus qui mène à la guerre de 1870 est très bien analysé, tout comme la période un peu confuse de l'automne 1870. Déjà Delescluze, en novembre, dans *Le Réveil* appelle à proclamer la Commune. Plus qu'un livre sur la Commune, c'est un ouvrage pour comprendre le contexte de celle-ci.

Lors de la Commune, les agents publics eurent, choix cornélien, à obéir à Versailles ou à l'Hôtel de Ville, sous peine de sanctions. Denis Glasson présente plus particulièrement la situation du



ministère des Travaux publics. Plus intéressant que la pauvre vie d'Edmond Godinot, capitaine de la Garde nationale, ce parcours dans les arcanes administratifs de

ce ministère, avant, pendant et après la Commune, permet d'apprécier l'évolution de l'administration du pays dans un climat politique et social tourmenté.

FRANCIS PIAN

Denis Glasson, *Edmond Godinot, fonctionnaire du Second Empire*, Editions du Cygne, 2020.

L'ÉCOLE DE LA COMMUNE : UNE ÉCOLE RÉPUBLICAINE, DÉMOCRATIQUE ET SOCIALE

Une autre école est-elle possible ? Rejetant l'école des congrégations, à l'enseignement d'une médiocrité rare, et celle de la classe dominante, la Commune de Paris tente de mettre en œuvre l'éducation intégrale déjà pensée par l'AIT. Cette éducation intégrale allie apport de connaissances, de nature à se positionner comme citoyen acteur de la vie sociale, et apprentissage professionnel, pour acquérir son autonomie comme producteur dans la vie économique. Vaste chantier qui ne peut qu'être ébauché dans un contexte de combats aux portes et dans les rues de Paris.

Pour expliquer le travail accompli, Jean-François Dupeyron propose, dans son livre *À l'école de la*

Commune de Paris, une analyse au plus près des témoins, parfois des inconnus, qu'il accompagne d'une présentation de documents, dont certains sont rarement publiés.

TOUT EST À CONSTRUIRE

Tout est à construire en matière scolaire. Dès le 1^{er} avril 1871, la société *L'Éducation nouvelle* propose de créer une école républicaine fondée sur les initiatives des mairies d'arrondissement et des syndicats.

L'expérience de la Commune est-elle unique en matière scolaire ? Un des apports de l'ouvrage est justement de montrer sa filiation avec la réflexion au sein du mouvement ouvrier en matière scolaire antérieurement à mars 1871, et ses prolongements notamment par l'action des Bourses du travail et de la CGT. Ainsi la Commune est un point de passage entre le XIX^e siècle et le début du XX^e. « *Là se situe la principale leçon de la Commune : un mouvement plébéien et un mouvement de transformation sociale de la société n'apparaissent jamais ex nihilo. Ils supposent, en amont, un travail militant créatif et une mise en marche collective.* »

Comment intervenir ? La Commune ne souhaite pas imposer un dispositif au-delà des principes républicains, au premier rang desquels figure la laïcité. Dans une démarche d'autonomie, elle

considère que ce sont les mairies d'arrondissement qui doivent intervenir au plus près des besoins des habitants, sans oublier les initiatives corporatives dans l'esprit de l'AIT.

LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT

Première initiative de la Commune, dès le 2 avril, la séparation de l'Église et de l'État, les enseignants ne sont plus des reli-

bases d'une école républicaine, à savoir publique, commune, mixte, démocratique, gratuite, laïque.

Après la Commune, les Bourses du travail et la CGT en reprennent l'esprit pour créer une école syndicale. Il faut établir une contre-culture pédagogique et révolutionnaire pour construire une « société d'hommes libres et fiers », selon les mots de Pelloutier. Il en résultera la notion d'« école rouge », qui délivre deux enseignements simultanés : l'enseignement scientifique et littéraire, et l'enseignement pratique des métiers. ■ FP

Jean-François Dupeyron, *À l'école de la Commune de Paris*, Éd. Raison et Passions, 2020



MARX EN FRANCE, DE LA COMMUNE DE PARIS AUX GILETS JAUNES

gieux. Les programmes ne sont plus contrôlés par l'Église. Ainsi, la laïcité et l'accès des filles à l'enseignement sont les deux apports de la Commune jusqu'au 21 avril. À cette date émerge une autre commission de l'Enseignement plus politique, avec une présence renforcée de l'AIT. L'objectif est bien de créer les

Et si l'œuvre de Marx n'était pas à relire au regard de notre actualité ? Les inégalités sociales persistent, les différences de salaire entre les femmes et les hommes, l'accès à l'éducation, au logement, au travail. Les protestations fortes et exigeantes des Gilets jaunes en 2018, la morgue affichée par les tenants du pouvoir et de l'argent, le sentiment d'injustice profonde conduisent Alphée Roche-Noël, politologue, à faire appel à Marx pour analyser

la situation économique et sociale par son travail le plus structuré, *Le Capital*. Il établit aussi un parallèle avec cette période qui s'étend de l'avènement de la II^e République à la Commune de Paris. Trois ouvrages organisent la réflexion de Marx sur la France : *Les Luttes de classes en France*, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, *La Guerre*



civile en France. Pour lui, « regarder le temps présent à travers ces livres nécessite d'interroger l'actualité de la critique marxienne de l'économie politique » et ainsi débrouiller la jungle du temps. D'autant que Marx, suivant l'actualité du monde ouvrier en France, évolue dans son appréciation et souligne la force de la mobilisation sociale.

MONTER À L'ASSAUT DU CIEL

Sur le ton du pamphlet, donc parfois excessif mais souriant, l'auteur entend interpréter Marx pour comprendre le monde actuel, particulièrement en se référant à la notion de lutte des classes. L'ultraconservatisme de la bourgeoisie conduit au massacre de la Semaine sanglante, mais elle sait aussi évoluer et se couler dans des institutions faites à sa main, celles de la Troisième République. Les puissances de l'argent savent muter et montrent les capacités d'adaptation du capitalisme. Fragilisation des individus dans le travail et dans la vie, double fonction du travailleur et du consommateur, réduction de la part « rentable » du secteur public au bénéfice des entreprises privées, la cohésion sociale actuelle est mise à mal, davantage peut-être qu'au temps de la Commune de Paris. Aujourd'hui, nous connaissons « la guerre de tous contre tous », la création de sous-sphères de l'économie, « partout où il y a un os à ronger, on trouve dessus deux affamés pouvant faire valoir leurs titres aux reliefs. Devinez qui est là pour prendre les paris ? »

Ces allers et retours entre le XIX^e siècle, l'analyse de Marx et notre époque invitent à la réflexion et, pour l'auteur, démontrent l'actualité du projet sociétal de la Commune de Paris, monter à

« l'assaut du ciel ». **FP**

Alphée Roche-Noël, *Marx rapatrié*, Éd. du Cerf, 2020

VICTORINE BROCHER, « ÊTRE UTILE »

Libertalia a réédité *Souvenirs d'une morte vivante* de Victorine Brocher, livre paru en 1909. À 70 ans, Victorine Malenfant (1839-1921), épouse Rouchy, puis Brocher, évoque sa vie jusqu'en 1872. Pourquoi « morte vivante » ? En mai 1871, ses proches l'ont crue morte, fusillée par les versaillais.

En 1848, à 9 ans, elle vit intensément la révolution auprès de son père qui doit s'exiler après le coup d'État de Louis-Napoléon. C'est pour elle une expérience



fondatrice. Mère et militante, elle écrit : « *On m'a mariée à Orléans le 13 juin 1861* ». Elle décrit la condition féminine, « *la misère noire, le suicide, la prostitution, ce qui est pire encore* ». Solidaire, mais elle se considère privilégiée, car piqueuse en bottines travaillant pour des maisons de luxe. Elle élève trois enfants qu'elle perd tout petits, malgré tous ses soins. Elle lit la presse, participe aux réunions d'une section de l'AIT et à des manifestations. Le 4 septembre 1870, elle est dans la rue pour « *la proclamation de la République, ce rêve si cher à mon enfance allait donc enfin se réaliser, j'étais si heureuse* ». Pendant le siège, elle glorifie la résistance de la population ouvrière parisienne. Elle-même est « *cantinière et ambulancière dans la 7^e compagnie du 1^{er} de la garde nationale* ». De fin novembre 1870 à janvier 1871, elle est toujours aux avant-postes où « *il y a de la besogne (...) les blessés et les morts abondent* » ; elle y a vu « *des drames affreux* ».

Lors de la Commune, avec son mari, elle tient le mess des officiers à la « *caserne de la République, à l'angle de la rue de Rivoli et de la place de l'Hôtel de Ville* », où elle tient aussi « *table ouverte deux heures par jour (...) aux pauvres diables qui avaient faim* ». En avril, elle est cantinière et ambulancière au bataillon des Défenseurs de la



Victorine Brocher

République, présent au fort d'Issy lors des combats de fin avril-début mai, journées terribles où, selon ses propos : « *j'ai dans ces jours-là, accompli des tours de force dont je ne me serais jamais cru capable*. » Pendant la Semaine sanglante, la cour martiale du 7^e secteur la condamne à mort et ses proches la croient morte. Comme Varlin, elle parcourt Paris en tous sens. Puis elle se cache, elle exerce à nouveau incognito son métier mais, toujours recherchée, elle doit quitter la France pour la Suisse, le 1^{er} octobre 1872, pour une autre vie. Selon Michèle Riot-Sarcey, Victorine exprime la « *mémoire des vaincus* »

et « *l'identification au soldat est totale, elle oublie qu'elle appartient à un genre sans aucun droit politique et exclu de l'espace public commun* ». Il y a une grande proximité de Victorine Brocher avec Louise Michel — qu'elle rencontre, le 22 mai, place de l'Hôtel de Ville. Reprenant des propos de Verlaine, nous pouvons dire : Victorine B. « *est très bien* ».

▀ **ALINE RAINBAULT**

Victorine Brocher, *Souvenirs d'une morte vivante. Une femme dans la Commune de 1871*, Libertalia, 2017 (préface de Lucien Descaves et postface de Michèle Riot-Sarcey).

cf. Bulletin *La Commune*, n°25, 2005.

La Commune

DANS CE NUMÉRO

- Édito - Une République sociale et universelle · 02
Non à l'inscription du Sacré-Cœur aux monuments historiques · 03

Histoire

- L'année 1870 · 04
Pierre-Philippe Lebeau, déporté berrichon de la liberté · 07

Notre association

- La commission Littérature · 12
Les Ami.e.s au Forum du 13^e · 13
Hommage à Babeuf en Trégor-Argoat · 14
Assemblées générales du Comité Berry · 15
Blois : Les Rendez-vous de l'Histoire · 16
Semaine communarde en Creuse · 17
Réunion publique dans la Sarthe · 18
Hommage aux communards à Noirmoutier · 19
Le voyage dans les Ardennes · 20

Disparitions

- Alain Dalotel · 21
Jean-Claude Farcy · 22
Jacques Kernazet · 23
Janine Beisson · 24

Culture

- Artistes et écrivains face à la Commune · 25
La Commune 1871, poème · 29
Exposition *Villes ardentes* à Caen · 29

Découverte

- La médaille du Centenaire · 31

Lectures

- Godinot, fonctionnaire du Second Empire · 32
L'école de la Commune · 32
Marx en France · 35
Victorine Brocher · 34

Directrice de la publication : Claudine Rey.

Ont participé à ce numéro : Jean Annequin, Françoise Bazire, Guy Blondeau, Bernard Bondieu, Michèle Camus, Gérard Désiles, Jean-Marie Favière, Jean-Louis Guglielmi, Yannick Lageat, Lucette Lecointe, Paul Lidsky, Simone Matusalem, Denis Orjol, Francis Pian, Michel Pinglaut, Michel Puzelat, Joël Ragonneau, Aline Rimbault, Jean Regourd, Jean-Louis Robert, John Sutton, Marie-Claude Willard.

Coordination : Michèle Camus, Michel Puzelat · **Graphisme et iconographie :** Alain Frappier **Impression :** Imprimerie Maugein · **ISSN :** 1142 4524

Le prochain bulletin (85) paraîtra en février 2021. Faire parvenir vos articles avant le 31 décembre 2020.



LES AMIES ET AMIS DE LA

Commune de Paris 1871

46 RUE DES CINQ-DIAMANTS 75013 PARIS · TEL : 01 45 81 60 54 · FAX : 01 45 81 47 91
courriel : amis@commune1871.org | site internet : commune1871.org

Ouvert du lundi au vendredi de 14 h à 17 h
Bibliothèque ouverte aux adhérents le mercredi et chaque premier samedi du mois de 14 h à 17 h (sur rendez-vous)